



Crise climatique : « Les programmes de sciences économiques et sociales au lycée portent la marque d'une vision dépassée »

Un collectif d'enseignants et de chercheurs déplore, dans une tribune au « Monde », que les questions d'écologie n'occupent qu'une place minime dans les classes au regard des enjeux. Aussi s'engagent-ils à constituer au plus vite un groupe de travail pour refonder les programmes de SES. A lors que de plus en plus de chercheurs en sciences économiques et sciences sociales prennent la mesure de l'ampleur des enjeux écologiques et les intègrent à leur programme de recherche, en France, les lycéennes et lycéens continuent de recevoir des enseignements où les questions écologiques sont considérées comme un supplément d'âme civique ou moral, détachées de contenus standards réputés plus utiles à la compréhension de notre monde économique et social.

Cette approche place nos élèves en situation de dissonance cognitive : le hiatus entre les programmes actuels, qui portent la marque d'une vision dépassée de la pensée comme du système économique, et le besoin de révolutionner nos connaissances, nos paradigmes, nos modes de vie et nos modes d'action collective, devient criant et pour tout dire intenable.

Les élèves connaissent l'ampleur de la crise climatique et prennent conscience de l'effondrement du vivant, travaillent en classe sur les limites écologiques de la croissance, mais continuent d'être formés à des modèles économiques qui ne tiennent pas compte de ces limites ou prétendent pouvoir les ignorer en recourant à l'innovation technologique. De même, ils et elles apprennent à analyser les rapports de pouvoir et d'inégalité, mais sans pouvoir véritablement les articuler aux enjeux environnementaux.

Les sciences économiques et sociales (SES) sont l'enseignement où, par excellence, les savoirs pluriels des sciences sociales peuvent permettre de comprendre le caractère systémique des crises écologiques, leur articulation avec nos modes de production et de consommation comme avec nos structures sociales et politiques. Les élèves devraient pouvoir se confronter aux questions de notre temps : quelles stratégies de transition systémique pour répondre à la crise climatique ? Comment concilier transition et justice sociale ? Quels peuvent être le rôle de l'Etat et des pouvoirs publics en général dans l'adaptation au changement climatique ?

En l'état, l'orientation des programmes nous prive de ce levier pédagogique essentiel pour faire évoluer les attitudes et les comportements : en 2019, alors que la jeunesse manifestait partout dans le monde et en France contre la crise climatique, le ministère de l'éducation nationale entérinait la suppression du thème de la consommation des contenus enseignés en classe de seconde. Comment ne pas se sentir désorienté ?

D'autant que, depuis longtemps, les disciplines constitutives des SES ont reconnu l'existence des frontières de la biosphère, prenant acte de l'encastrement des rapports économiques et sociaux dans les limites finies de notre planète. Les concepteurs des programmes de SES, qui ne consacrent qu'un chapitre aux enjeux écologiques à partir de la classe de terminale, s'obstinent pourtant à considérer les questions environnementales comme un défi technologique qu'il s'agirait de relever, sans questionner le paradigme dominant dont l'échec est sous nos yeux, avec des instruments dépassés : privatisation des ressources, incitations monétaires et interventions correctrices des pouvoirs publics pour préserver le marché et ses propriétés autorégulatrices, techno-solutionnisme, « croissance verte », etc.

Les savoirs transmis par les SES doivent permettre, bien au contraire, de penser ensemble les questions économiques, sociales et environnementales : les débats sur l'organisation de nos sociétés et la justice sociale doivent intégrer pleinement la lutte contre le dérèglement climatique et la destruction de la biodiversité et des écosystèmes. L'accès aux ressources naturelles et à un environnement sain apparaît de plus en plus central dans la compréhension des inégalités contemporaines et dans la conception des politiques publiques visant à les atténuer.

Les derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat nous fournissent sur tous ces enjeux de précieux enseignements. Un programme de SES ambitieux doit donc permettre aux élèves d'analyser les inégalités et les conflits sociaux et politiques en lien avec les crises écologiques dès la classe de seconde.

L'approche résolument interdisciplinaire, principe fondateur des SES, que les nouveaux programmes ont peu à peu





dénaturée, est une ressource essentielle pour apaiser l'angoisse écologique légitime de notre jeunesse confrontée à des crises complexes.

C'est pourquoi, nous, signataires de ce texte, nous engageons à constituer au plus vite un groupe de travail pour refonder les programmes de SES et les orienter vers les besoins des élèves qui veulent comprendre autant qu'agir pour faire pleinement sens de leur éducation.

Les signataires : Christophe Bonneuil, directeur de recherche en histoire au CNRS ; Clémence Guimont, maîtresse de conférences en science politique à Paris-I Panthéon-Sorbonne ; Benoît Guyon, coprésident de l'association des professeurs de sciences économiques et sociales ; Eloi Laurent, économiste, enseignant-chercheur à l'OFCE/Sciences Po et à ParisTech ; Catherine Larrère, philosophe, professeure émérite à l'université Paris-I ; Dominique Méda, sociologue, directrice de l'Irisso ; Solène Pichardie, coprésidente de l'association des professeurs de sciences économiques et sociales ; Delphine Pouchain, maîtresse de conférences en sciences économiques à Sciences Po Lille ; Gaël Plumecocq, chargé de recherche Inrae en économie ; Geneviève Pruvost, directrice de recherche en sociologie au CNRS ; Mathilde Szuba, maîtresse de conférences en science politique à Sciences Po Lille.

